

Dans le cadre de la journée unitaire d'action dans l'ensemble de la Fonction publique appelée par la CGT, FO et Solidaires, la CGT appelle les personnels à être massivement en grève et à manifester ce jour-là.

Le gouvernement continue sa politique sociale austéritaire et autoritaire : pacte de responsabilité, attaques contre la protection sociale, atteintes aux liberté syndicales renforcées par l'état d'urgence, offensive contre le Code du Travail et le statut des fonctionnaires, remise en cause des 35 heures, développement du travail dominical...

Dans la Fonction publique, cette politique libérale s'exprime de la façon suivante :

- > Poursuite de réformes territoriales et de l'État qui n'ont été validées par aucun processus démocratique.
- Baisse des dotations aux collectivités entraînant des suppressions massives d'emplois et de moyens de service publics.et des attaques contre les droits sociaux des agents.
- Baisse de la cotisation du CNFPT.
- Diminution honteuse du capital décès pour les ayants droit des fonctionnaires.
- Passage en force du protocole PPCR avec son lot de conséquences néfastes pour les fonctionnaires territoriaux dont la remise en cause de l'avancement d'échelon automatique et l'allongement de carrières.
- > Privatisation rampante par le biais de délégations de service public au secteur industriel, associatif ou coopératif.
- Logiques managériales qui mettent sous pression les agents, qu'ils soient cadres ou catégorie C.

Avec ces politiques régressives, la responsabilité du gouvernement est immense dans la faillite démocratique actuelle.

Le message des urnes est clair : le chômage de masse, la précarité et la pauvreté ont engendré abstention et montée des idées d'extrême-droite. Et pourtant, la seule réponse que le gouvernement a apportée aux classes populaires dès le lendemain du 2^e tour des régionales a été le mépris ! Avec dédain, il a revalorisé le SMIC de la seule évolution de l'inflation, soit 0,6 %, ce qui porte le salaire minimum à 1 466,62 € brut par mois.

Dans ce contexte, s'ouvriront en février 2016 les négociations sur l'évolution du point d'indice de la Fonction publique, gelé depuis plus de cinq ans.

Il semble acquis que le dégel soit à l'ordre du jour, mais pour obtenir une augmentation significative il faudra peser!

L'évolution du point d'indice sera fonction de l'ampleur des grèves et actions que nous mènerons ! Les clameurs de la rue doivent secouer ce gouvernement souriant au MEDEF et sourd aux souffrances que nous vivons dans nos lieux de travail !

ENSEMBLE, CONSTRUISONS LE RAPPORT DE FORCES!

La Fédération CGT des Services publics réaffirme ses exigences :

- Dégel du point d'indice avec mesures de rattrapage des pertes depuis 2010 !
- Pas d'avancement à la tête du client !
- Maintien de l'avancement d'échelon à la durée minimale pour tous.
- Revalorisation et harmonisation des grilles de la Fonction publique pour une véritable reconnaissance des diplômes et qualifications.
- > Arrêt de la réforme territoriale et mise en œuvre de politiques assurant le développement du service public et des emplois qui le font vivre.
- Défense et développement des garanties statutaires.
- Rétablissement de la cotisation CNFPT à 1% pour aller vers les 3 %, afin d'assurer les moyens d'une formation professionnelle de qualité.

Nous pouvons gagner!

Chaque année, ce sont 230 milliards d'euros d'argent public qui alimentent les caisses des entreprises sous la forme d'aides et exonérations diverses. Augmenter la valeur du point de 1% coûterait moins de 2 milliards pour les finances publiques!

Localement, aux Lilas, la CGT demande à être reçue par le maire pour qu'il réponde aux revendications suivantes :

- > La mise en place de la mutuelle prévoyance.
- Le rétablissement de la médecine professionnelle.
- L'attribution au COS d'une subvention proportionnelle à la masse salariale.
- Le passage à 35 heures.
- L'augmentation du régime indemnitaire.
- Le nettoyage des vêtements professionnels.

N'attendons pas le dégel, provoquons-le!

AGISSONS LE 26 JANVIER! Rassemblement devant la mairie, de 12 h à 13h30

Départ vers la manifestation régionale à 13h30